



SECURITE ALIMENTAIRE ET IMPLICATIONS HUMANITAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU SAHEL

Juillet 2012

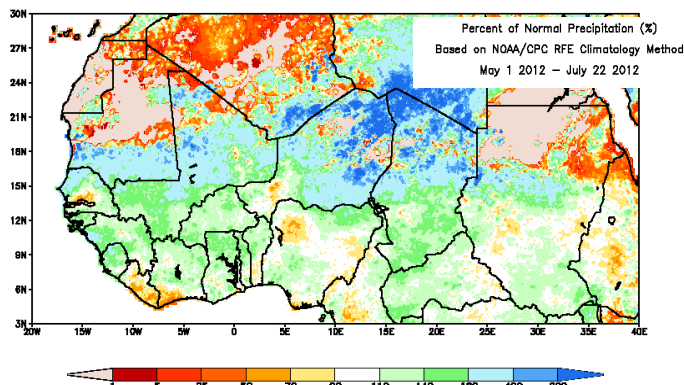
L'Essentiel

- ▽ Installation normale de la campagne agricole 2012-2013
- ▽ Menace acridienne toujours présente au Sahel
- ▽ Situation au Mali : 175 000 déplacés, 250 000 réfugiés et manque d'information sur le Nord
- ▽ Marchés internationaux et en Afrique de l'Ouest : hausse des prix internationaux, stabilité des prix -mais toujours à un niveau élevé- en Afrique de l'Ouest

Installation normale de la campagne agricole 2012-2013

Les pluies se sont généralisées dans les pays du Sahel marquant l'installation définitive de la saison des pluies. Selon AGRHYMET, cette généralisation a occasionné une amorce de la montée des eaux des principaux cours d'eau, une extension des semis et une disponibilité progressive du fourrage vert. Des quantités mensuelles de pluies comprises entre 50 et 100 mm ont été enregistrées dans certaines localités du centre et à l'est du Sénégal, au sud du Mali, du Niger, du Tchad et du Burkina Faso. Ces fortes pluies ont provoqué des inondations à Jos au centre du Nigeria qui ont fait au moins 35 morts et détruit ou endommagé quelque 200 maisons (Croix-Rouge du Nigeria). Comparée à la moyenne, cette situation pluviométrique est à prédominance légèrement excédentaire pour la quasi totalité des stations du Sahel, exceptées certaines localités du centre du Sénégal, sud-ouest du Niger et centre nord-ouest du Nigeria (figure 1).

Figure 1 : Anomalie de pluviométrie (en pourcentage par rapport à la moyenne 1983-2011) pour la période du 1er mai au 22 juillet 2012

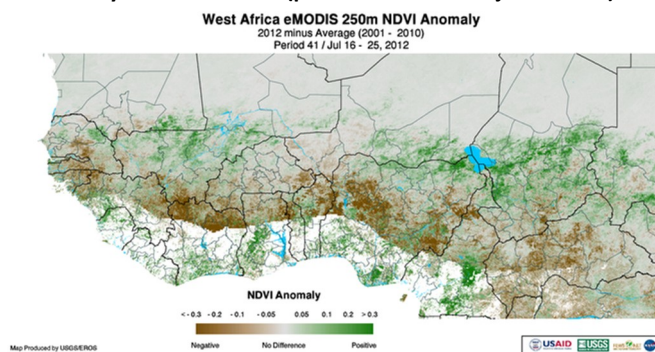


Source : US National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA)

Depuis le début de la saison des pluies, les semis se déroulent normalement dans une bonne partie des pays du Sahel notamment au Mali, au Burkina, au Niger et au Tchad. Toutefois, des retards de semis ont été notés dans le sud-est du Sénégal, dans le sud de la région de Mopti au Mali, dans la région de Tahoua et dans le Nord de Dosso au Niger et par endroits dans le nord de la zone soudanienne du Tchad (AGRHYMET). Cependant, pour le moment, il est encore prématuré de formuler des projections fiables sur les résultats de la campagne agricole.

Les conditions d'élevage se sont améliorées avec l'installation définitive des pluies, la régénération du couvert végétal et le remplissage progressif des points d'eau temporaires. La croissance de la végétation se poursuit dans la moitié est du Sahel, au centre du Mali et dans le Sahel burkinabé. Cependant, un retard de croissance est observé au sud-ouest du Niger, notamment dans la région de Dosso et dans le département de Say (région de Tillabéry), au sud du Burkina Faso et dans la zone frontalière entre le Sénégal et la Guinée Bissau (figure 2).

Figure 2 : Anomalie de l'indice de végétation : 2012 par rapport à la moyenne 2001-2010 (période du 16 au 25 juillet 2012)



Source : MODIS USAID

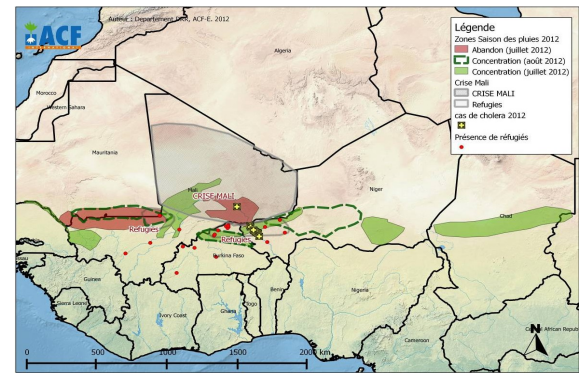
Installation normale de la campagne agricole 2012-2013

Par ailleurs, une analyse d'Action contre la Faim réalisée en juin 2012, indique le maintien d'une importante poche de vulnérabilité à la frontière mauritano-malienne due à la combinaison d'une mauvaise saison des pluies 2011 et d'un probable retard de l'installation de la saison des pluies 2012. Le point critique en juillet concerne l'installation effective de la saison des pluies.

La plupart des régions du Sahel ayant connu une saison des pluies 2011 déficitaire, la précocité ou le retard de l'installation des premières pluies conditionnera la survie d'une partie du cheptel, sous grande pression aujourd'hui.

En juillet, les tendances de développement de végétation indiquent toujours des déficits de végétation au sud-ouest du Niger et à l'est du Mali alors qu'elles s'améliorent au nord du Burkina Faso et au sud-est de la Mauritanie.

Figure 3 : Situation pastorale au Sahel pour la période juillet – septembre 2012



Source : ACF

Menace acridienne toujours présente au Sahel

L'arrivée du criquet pèlerin en provenance d'Algérie et de Libye au Mali et au Niger est maintenant terminée, mais la situation relative au criquet pèlerin reste potentiellement dangereuse au Sahel.

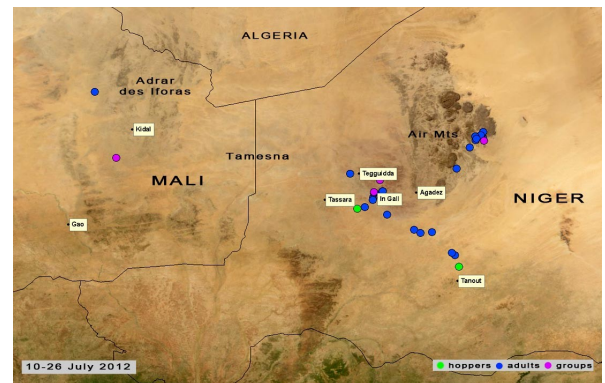
Au nord du Niger, les criquets sont en train de pondre depuis la première décennie de juillet. La plupart des pontes qui ont été détectées par des prospections de terrain se sont produites au sud-est des Montagnes de l'Aïr dans les zones de pâturage entre Agadez et Tanout, et dans les zones au sud de la plaine du Tamesna près de Tassara. Des groupes d'adultes mûres sont présents dans le Tamesna entre In Gall et Tegguidda et au sud-est des Montagnes de l'Aïr. Des éclosions se sont déjà produites dans quelques endroits entre Tassara et Tanout où des larves sont présentes. Des équipes de prospection additionnelles sont en train d'être mobilisées au Centre et au Nord.

Au nord du Mali, la situation acridienne et les développements attendus sont probablement similaires à ceux du Niger mais les informations disponibles sont rares vu l'insécurité qui empêche les équipes nationales de prospection de s'y rendre. Néanmoins, des équipes locales pourraient être en mesure de réaliser quelques prospections. Jusqu'au 26 juillet, des groupes d'adultes ont été aperçus entre Gao et Kidal et des adultes sont en phase de maturation dans la vallée de Tilemsi à l'Ouest de l'Adrar des Iforas. Au centre du Mali, dans les zones accessibles au nord de Ségou et à l'est de Mopti, des prospections sont en cours et aucun criquet n'a été observé.

Au Tchad, des prospections de terrain sont en cours dans l'ouest du pays (Kanem) et à l'est (d'Abéché à Adré) et un nombre limité de criquets a été observé.

En Mauritanie, des prospections sont en cours dans les zones de reproduction estivales du sud du pays. Jusqu'à maintenant, un nombre limité d'adultes est présent et en train de pondre principalement près de Néma.

Figure 4 : Situation acridienne au 26 juillet 2012



Source: FAO

La FAO a déjà informé les pays concernés de la menace acridienne et un plan d'action pour deux mois (juillet et août 2012) a été élaboré au cours de la récente session du Comité de lutte contre le criquet pèlerin. Ce plan préconise notamment le recours aux stocks des pays voisins. De son côté, le PAM prêtera son concours en assurant le transport par voie aérienne de ces stocks vers les pays affectés. Une assistance extérieure reste nécessaire pour assurer la permanence des opérations de contrôle au Mali et au Niger et, à un moindre degré, au Tchad.

La production agricole et la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'environ 50 millions de personnes restent donc menacées par les infestations du criquet pèlerin, les plus graves depuis 2005.

Consultez les dernières informations disponibles sur le site web de la FAO :

www.fao.org/ag/locusts/fr/info/info/index.html

www.fao.org/ag/locusts/fr/info/2002/index.html

Situation au Mali : 175 000 déplacés, 250 000 réfugiés et manque d'information sur le Nord

A la date du 16 juillet, le nombre total de personnes déplacées au Mali est estimé à 175 970* et le nombre de réfugiés dans les pays voisins (Burkina Faso, Mauritanie, Niger et Algérie) s'élève désormais à 248 935.

La situation qui prévaut au Nord du Mali demeure fragile. Un calme précaire régnait sur Gao, après que les groupes islamistes armés ont pris le contrôle de la ville, suite à de violents affrontements avec le MNLA, les 26 et 27 juin. 35 personnes, dont des civils, ont été tuées et plus de 40 blessées lors des combats.

L'évaluation de la sécurité alimentaire et de la situation des moyens d'existence des déplacés, des ménages accueillant des déplacés et des populations vivant dans les zones de forte concentration de déplacés - en collaboration avec le système d'Alerte précoce - se déroule actuellement dans huit régions du pays. Les données sont collectées par différents partenaires (SAP, World Vision, CARE, Africare, Handicap International et Oxfam) formés par le PAM. Ces données devraient permettre de pallier le manque d'information sur les déplacés pourtant nombreux dans le pays. De plus, les données recueillies au Nord du Mali seront les plus exhaustives collectées depuis le début du conflit. Les résultats préliminaires sont attendus fin août - début septembre.

* selon le cluster Protection du Mali

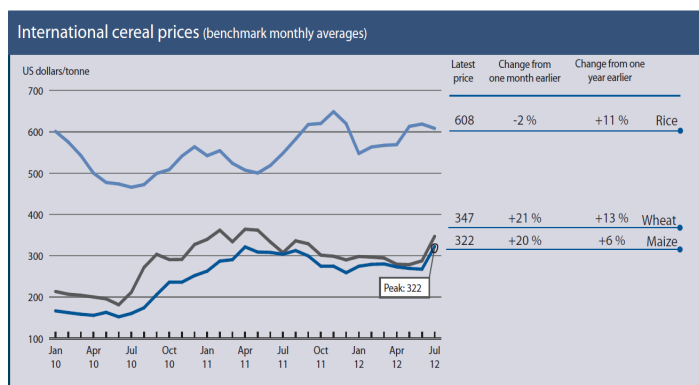
Marchés internationaux et en Afrique de l'Ouest : hausse des prix internationaux, stabilité des prix -mais toujours à un niveau élevé- en Afrique de l'Ouest

Selon la FAO, les prix à l'exportation du maïs ont augmenté de 20 % au cours des trois premières semaines de juillet par rapport à leur niveau du juin. Le prix de référence du maïs américain (Yellow, N°2, FOB) a atteint en moyenne 322 dollars américains par tonne, ce qui est un nouveau record dépassant les valeurs de 2008. Cette hausse des prix est provoquée par les inquiétudes qui règnent sur l'impact des conditions météorologiques chaudes et sèches sur certaines zones de production du maïs aux Etats-Unis ainsi que les révisions à la baisse de la production américaine par les autorités de ce pays.

Les prix internationaux du blé ont également connu une hausse de 21 % par rapport au mois de juin. Le prix de référence du blé américain (hard Red Winter, N°2, FOB) a atteint en moyenne 347 dollars américains par tonne. Ce prix correspond à une augmentation de 13 % par rapport à juillet 2011 mais reste bien en dessous des records de mars 2008. La détérioration des perspectives de production dans le bassin de la Mer Noire pour 2012, en particulier dans les zones productrices de la Fédération de Russie, couplée à la hausse des prix du maïs depuis la deuxième quinzaine de juin sont à l'origine de cette hausse. Les estimations de superficies en baisse aux Etats-Unis concourent également à cette hausse (FAO).

En revanche, le prix international de référence du prix du riz (Thai white rice 100 % B) a légèrement baissé en juillet et atteint des valeurs de 608 dollars E.-U. par tonne mais il reste supérieur de 11 % par rapport aux cours enregistrés en juillet 2011.

Figure 5 : Indice FAO des prix des produits alimentaires



Source : FAO

La forte hausse des prix des céréales sur les marchés internationaux aura dans les semaines et mois à venir des effets probables dans les pays de la région les plus dépendants des importations alimentaires. C'est le cas notamment de la Mauritanie qui, à cause de sa forte dépendance aux importations de blé, devrait être particulièrement affectée. Il sera nécessaire d'assurer le suivi rapproché de la situation afin d'évaluer la répercussion possible de l'envolée des cours internationaux sur les marchés régionaux de céréales.

Au Togo, les premières conclusions d'une enquête-marchés menée par le PAM indiquent une bonne disponibilité en céréales sur les marchés, particulièrement en maïs. Cette disponibilité est supérieure à celle prévalant en 2011 à la même période. Elle est détenue par les producteurs, les commerçants et l'Etat (ANSAT- Agence Nationale de la Sécurité Alimentaire du Togo).

Par rapport à l'année passée, la mission a constaté une baisse des prix du maïs sur les marchés de Cinkassé (marché frontalier au Burkina Faso) et Dapaong (proche de Cinkassé) (-9 et -10 %) et encore plus prononcée sur

les marchés de Kara/Kétao (Kétao est un marché frontalier du Bénin) (-17 %). Les deux premiers marchés sont davantage intégrés aux marchés burkinabés alors que Kara/Kétao dépendent beaucoup plus de la demande de Lomé. En ce qui concerne le **commerce de gros**, les volumes des ventes ont augmenté de 10 à 50 % du fait d'une augmentation de la demande extérieure et d'une bonne récolte. **Pour le commerce de détail**, les volumes des ventes ont baissé de 10 à 50 % par rapport à l'année dernière dans les marchés visités.

Selon les commerçants, la demande des consommateurs en maïs reste faible par rapport à l'année dernière du fait de réserves issues d'une bonne campagne agricole et encore disponibles dans certains ménages et de la saturation du marché (disponibilité en maïs exceptionnelle). **Au niveau des ménages**, l'alimentation et les revenus proviennent en grande partie des stocks issus des dernières récoltes et les priorités des habitants sont le soutien à la production agricole.

La mission recommande de **réguler le stock national** avant les prochaines récoltes.

Le même type d'enquête menée par le PAM au Bénin indique une forte pression sur le disponible céréalier national (demande commerciale, institutionnelle et domestique), un niveau des stocks très bas sur les marchés par rapport à 2011 et des hausses qui varient entre +10 et +20 % par rapport à 2011 sur les marchés de collecte, de regroupement et frontaliers (Nikki, Parakou, Malanville). Au niveau des marchés locaux très enclavés comme Karimama, les prix affichent des hausses par rapport à 2011 qui atteignent 100 % pour le maïs. La plus grande part de l'offre sur les marchés provient du stock commerçant.

Les flux transfrontaliers allant vers le Niger ont été plus intenses cette année mais ils se sont ralentis à partir d'avril du fait de la hausse des prix observée sur les marchés béninois. Cette intensification des échanges est due à la situation qui prévaut au Sahel.

La conjonction des facteurs cités plus haut (demande institutionnelle, demande des pays sahéliens, demande venant du Nigeria, niveau de production moyen, demande domestique) a contribué dans une certaine mesure à la hausse des prix constatée sur les marchés. Dans l'extrême Nord du pays affecté par un déficit pluviométrique, les ménages semblent être plus exposés à la hausse des prix. En effet, ces ménages dépendent pour une grande part de leur consommation alimentaire du marché. Dans ces zones, les ménages ayant des revenus précaires (travailleurs occasionnels, artisans, bergers, pêcheurs) sont confrontés à une détérioration de leur pouvoir d'achat et de leur sécurité alimentaire.

La mission recommande, à court terme, de ne pas lancer avant les prochaines récoltes, de nouvelles opérations d'achats locaux afin d'éviter de nouvelles tensions sur le marché.



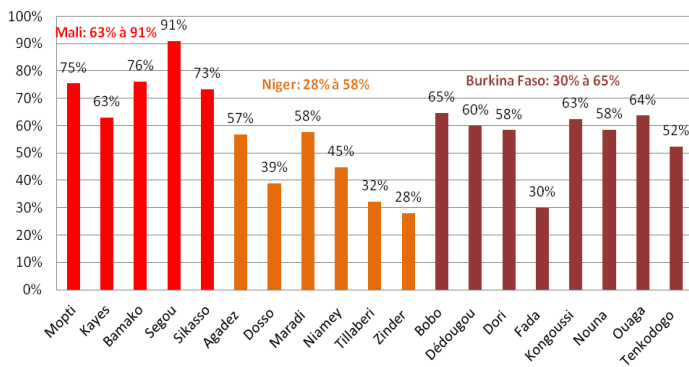
Cinkassé/Togo, marché frontalier : transport des céréales vers le Burkina Faso

Marchés internationaux et en Afrique de l'Ouest : hausse des prix internationaux, stabilité -mais toujours à un niveau élevé- en Afrique de l'Ouest (suite)

Comparés à juin 2012, les prix des céréales sèches sont globalement stables au Burkina Faso, Niger et Mali (centre et sud du pays); mais toujours à un niveau élevé. La stabilité voire la baisse des prix en cette période de soudure pourrait s'expliquer par les actions d'atténuation des crises alimentaires (distributions gratuites des vivres, exonération des prix des céréales, etc.) entreprises par les différents Etats et les autres acteurs intervenant dans le cadre de la sécurité alimentaire.

Au Niger, comparées à juin 2012, les plus importantes hausses s'observent à Agadez pour le mil (7%), à Niamey pour le sorgho (7%) et à Dosso pour le maïs (5%). Selon l'ONG Afrique verte, le marché d'Agadez est le plus cher au Niger suivi de Tillabéry, Niamey, Zinder, Maradi et Dosso. Comparée à juillet 2011, les prix du mil connaissent des hausses variant entre 43% et 93% au Niger dont les plus significatives s'observent à Maradi. Comparée à la moyenne quinquennale, les hausses importantes du mil s'observent toujours à Maradi (58%) (Figure 6).

Figure 6 : Comparaison du prix du mil au Burkina Faso, Mali et Niger (1)



Source: FAO/GIEWS

(1): Pour le cas du Burkina et du Mali, il s'agit d'une comparaison par rapport à la moyenne des 4 ans, pour le cas du Niger, la comparaison est faite par rapport à la moyenne quinquennale.

Au Burkina Faso, comparé à juin 2012, les hausses importantes des céréales sèches s'observent à Bobo pour le sorgho et le maïs respectivement de 7% et 9%; et à Koungoussi pour le mil (8%) (Source : Afrique Verte). Comparé à juillet 2011, les prix du mil connaissent des hausses variant entre 39% et 90% au Burkina Faso dont les plus significatives s'observent à Bobo. Comparé à la moyenne des quatre ans, les prix du mil ont connu des hausses variant de 30% à 65%, dont les plus importantes s'observent toujours à Bobo (Figure 6).

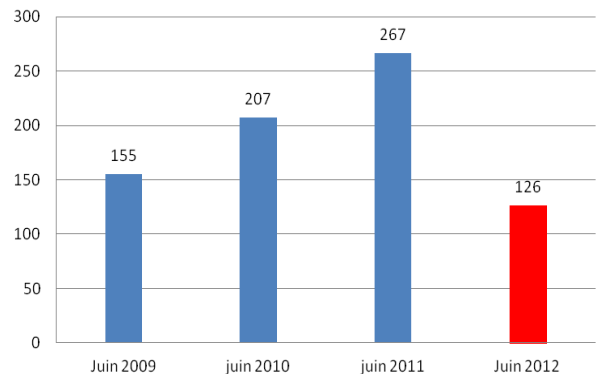
Au Mali (centre et sud du pays), comparées à juin 2012, des hausses de 4% s'observent à Mopti pour le mil et le sorgho et de 5% à Bamako pour le

maïs (Source : Afrique Verte). Comparé à juillet 2011, les prix du mil connaissent des hausses variant entre 68% et 108% au Centre et au Sud du Mali dont les plus significatives s'observent à Ségou. Comparé à la moyenne des quatre ans, les prix du mil ont connu des hausses variant de 63% à 91%, dont les plus importantes s'observent toujours à Ségou (Figure 6).

Courant juin 2012, on enregistre à Bandiagara un niveau de dégradation important (-53%) des termes de l'échange (mouton/mil) comparé à juin 2011. A titre illustratif, en juin 2012, un éleveur ou un agro-éleveur qui vend son mouton, reçoit 126 kg de mil contre 267 kg sur le marché de Bandiagara (Figure 7). Comparé à la moyenne des trois ans, ces termes de l'échange restent aussi défavorables à l'éleveur ou agro-éleveur (-39%). Cette dégradation des termes de l'échange est surtout liée à la hausse continue des prix du mil sur le marché de Bandiagara et au mauvais état d'embonpoint des animaux.

Au Niger, la poursuite de la détérioration des termes de l'échange bouc/mil et oignon/mil créent une situation d'accès difficile aux vivres par le ménage vendant son bouc sur le marché d'Abalak ou de celui vendant son sac d'oignon sur le marché d'Agadez. A titre illustratif, un ménage vendant son bouc sur le marché d'Abalak en juin 2012 reçoit 52 kg de mil contre 110 kg en juin 2011. Comparé à la moyenne quinquennale, ces termes de l'échange restent défavorables (-34%) pour l'éleveur ou agro-éleveur à Abalak. Aussi, sur le marché d'Agadez un producteur vendant son sac de 100 kg d'oignons reçoit 105 kg de mil en juin 2012 contre 140 kg à la même période de l'année passée. Comparé à la moyenne quinquennale, ces termes de l'échange restent défavorables (-17%) pour le producteur d'oignons à Agadez.

Figure 7 : Termes de l'échange mouton/mil sur le marché de Bandiagara (Mali)



Source : OMA/DNPIA

provoqués, des poches de vulnérabilité alimentaire importantes apparaîtront aux alentours des camps de réfugiés maliens situés en Mauritanie, au Niger et au Burkina Faso. La situation pastorale sur toute la zone Nord Mali, affectée par la crise politique doublée de déficits pluviométriques probables, sera caractérisée par le maintien d'une zone de forte vulnérabilité.

L'organisation jeudi 9 août à 9h à la Maison de la presse de Bamako d'une conférence de presse par la FEBEVIM (Fédération nationale Groupement inter-professionnel de la filière Bétail Viande au Mali) permettra de faire le point sur la situation des éleveurs et pasteurs au Nord Mali et sur la faible prise en compte du pastoralisme dans les réponses d'urgence.

Impact sur la sécurité alimentaire

Au Tchad, les résultats préliminaires de l'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages dans la bande sahélienne indiquent qu'en juin 2012, 1,8 millions de personnes sont en insécurité alimentaire, dont 943 300 en insécurité alimentaire sévère. L'insécurité alimentaire la plus élevée est observée dans les régions du Barh-EI-Gazal, Guera, Sila, Kanem et Batha. Les priorités exprimées par les ménages pour la période immédiate sont : l'alimentation, les intrants agricoles, l'accès au crédit et les activités génératrices de revenus. Les priorités exprimées par les communautés sont : l'eau, la santé, l'éducation, et les intrants agricoles.

Concernant la crise malienne et les mouvements de populations qu'elle a

Recommandations au groupe de travail régional sécurité alimentaire et nutrition

Continuer le suivi des prix des céréales sur le marché américain notamment du maïs et du blé	Assurer une bonne compréhension des risques d'impact au Sahel et en particulier sur les pays importateurs
Renforcer la collaboration et le partage d'information sur la situation au Nord Mali	Comblent le manque de données sur la sécurité alimentaire des ménages à risque
Soutenir le programme de réponse régionale face à la menace acridienne pour renforcer les plans d'action des pays	Permettre aux acteurs de la lutte antiacridienne d'agir efficacement (surveillance, contrôle, logistique, matériel)
Soutenir <u>en urgence</u> les actions en faveur de l'élevage et financer la contre saison agricole 2012 - 2013	Compenser la faible réponse en faveur de l'agriculture d'hivernage par des actions en faveur des éleveurs et pendant la contre saison 2012-2013

Conclusions

- ▽ La période de soudure agricole se poursuit au Sahel et des actions de réponse sont en cours. La reprise de la végétation permet une amélioration de la situation pastorale, cependant les termes de l'échange bétail/céréales restent en défaveur des éleveurs.
- ▽ Les prix des céréales restent élevés dans tout le Sahel, en particulier dans le Bassin Central, ce qui limite l'accès alimentaire des ménages les plus vulnérables.
- ▽ La production agricole et la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'environ 50 millions de personnes restent menacées par les infestations du criquet pèlerin, les plus graves depuis 2005.



Informations sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

www.wfp.org/food-security

Mme Naouar Labidi
Naouar.Labidi@wfp.org

M. Idrissa Noma
Idrissa.Noma@wfp.org

M. Cédric Charpentier
Cedric.charpentier@wfp.org

www.fao.org/crisis/sahel/the-sahel-crisis/fr
www.fao.org/emergencies/fr

M. Jose Luis Fernandez
Joseluis.Fernandez@fao.org

M. Patrick David
Patrick.David@fao.org

M. Pape Boubacar Soumaré
PapaBoubacar.Soumare@fao.org